



**DÉCLARATION FNEC FP-FO  
FORMATION SPÉCIALISÉE SANTÉ, SÉCURITÉ &  
CONDITIONS DE TRAVAIL  
DU CSA ACADÉMIQUE  
19 décembre 2024  
Académie de Bordeaux**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les membres de la Formation Spécialisée Santé,  
Sécurité et Conditions de travail du CSA Académique,

Pour commencer, nous adressons nos plus chaleureuses pensées à toute la population mahoraise ainsi qu'à nos collègues expatriés, qui ont tout perdu... On ne peut que douloureusement constater que l'Etat était trop absent de ce département français, le plus pauvre de France. Pour la FNEC FP-FO, les budgets de l'Etat doivent prendre en compte tous les besoins des populations sur tout le territoire national.

Le changement, c'est (PAS) maintenant !

D'un gouvernement destitué à un gouvernement pas encore constitué, la politique d'austérité se poursuit et les décrets de nos ministres démissionnaires s'accumulent dans l'urgence. Or ce n'est pas tant la question de la constitution de ce gouvernement qui nous inquiète, que son programme et ses mesures budgétaires destructrices. Nous les avons dénoncés et nous continueront de les combattre, puisque tout laisse à penser qu'ils s'inscriront dans la lignée de la politique précédente... Les gouvernements se succèdent, nos revendications restent.

En attendant, en effet, la colère monte, la colère gronde et le 5 décembre, les travailleurs sont descendus dans la rue pour manifester leur mécontentement et demander un fléchage des budgets davantage en direction des travailleurs et non vers les actionnaires et l'économie de guerre. Notre interlocuteur principal, le chef de l'Etat, demeure et nos revendications avec. Face à cette situation politique inédite, le gouvernement ayant été renversé, la FNEC FP-FO y a vu une fenêtre avec une nouvelle page blanche où écrire enfin des mesures allant dans le sens des travailleurs : l'augmentation des postes et des salaires, revendication mère de toutes les autres, sans oublier l'abrogation de la réforme des retraites. C'est ainsi que nous avons appelé à la mobilisation, avec un objectif fort : la grève jusqu'à satisfaction des revendications, la grève pour gagner, les 10, 11 et 12 décembre. Cette mobilisation ne s'arrête pas là pour autant, la politique budgétaire restant plus qu'incertaine et nos conditions de travail toujours plus impactées.

Pour ce qui nous concerne plus localement, à quelques jours de la fin de l'année 2024, l'heure est au bilan.

Sans prétention d'exhaustivité, nous souhaitons revenir sur quelques chiffres qui auront marqué cette année. Des chiffres... et des lettres (avec toujours plus d'acronymes !) mais aussi des actes, et notamment des « actes 2 » qui ont la côte ces derniers temps : acte 2 de l'école inclusive, acte 2 du choc des savoirs, acte 2 du gouvernement... Ah non, pas ce dernier, mais ça aurait pu!

Les restrictions de budget dans l'Education nationale mettent à mal les personnels dont les répercussions sur leur santé tendent en effet à se généraliser. Et en premier lieu, nous attirons votre attention une nouvelle fois sur les désastres sanitaires engendrés par l'école inclusive systématique.

Environ 80 % des fiches SST, au moins dans le premier degré, font état de souffrances quant à la prise en charge d'élèves qui relèveraient d'ESMS (établissements et services médico-sociaux où il manquerait 24 000 places !), d'ULIS ou d'ITEP, ou alors nécessiteraient la présence d'un AESH. Or, pour seule réponse, plus de 50% d'entre eux verront leur fiche apparaître en « non lu »... Parfois depuis plus d'un an ! Et c'est sans compter les fiches « lues » mais sans réponse apportée pour autant. Alors que notre hiérarchie est responsable de notre santé au travail, les solutions n'existant pas faute de budget suffisant, les personnels sont alors laissés plus ou moins seuls et malades. Des maladies, une usure du métier qui se traduisent par des arrêts, mais aussi des temps partiels thérapeutiques dont vous nous annonciez le nombre explosif (une augmentation de 275 % tous postes confondus au niveau national), des accidents de services etc.

Et pour enfoncer le clou, ajoutons à cela l'acte 2 de l'école inclusive qui vise à démanteler l'enseignement spécialisé et les établissements sociaux et médico-sociaux.

Les DAR en sont la parfaite illustration et répondent à l'exigence de notre président, qui, je le rappelle, a déclaré : « Notre ambition est de mettre fin aux établissements fermés dans lesquels les enfants vivent à part ». Et alors que nous demandons inlassablement des moyens supplémentaires, des places en établissements spécialisés, plus d'AESH etc. tel que nous le redoutions, il est maintenant question d'élargir ces DAR (jusqu'à présent ouverts aux seuls élèves TSA) aux élèves présentant des troubles DYS et TDAH... ! Ce n'est plus une sonnette d'alarme que nous tirons, mais plutôt une sirène de pompier : arrêtons cette marche forcée à la catastrophe sanitaire. A ce stade, ce n'est plus de la malveillance envers les personnels, envers ces élèves malades, mais de la perversité !

En témoignent les chiffres recueillis à travers le questionnaire QVCT que vous nous avez présentés lors de la précédente formation spécialisée : sans surprise la note de perception globale atteint difficilement la note de 5,3 !

« Dépassement du temps de travail » : les directeurs d'écoles répondent oui à 92% !

« Capacité à oublier le travail » : enseignants et directeurs répondent majoritairement non.

« Manque de reconnaissance » : là encore, 64 % répondent oui !

« Sentiment d'insécurité » : près de 50% des personnels répondent avoir eu des agressions physiques ou verbales.

Etc.

Et... à notre question concernant la corrélation de ces réponses à une dotation de moyens supplémentaires pour répondre aux souffrances et difficultés pointées, évidemment, « Pas de réponse magique », « des modifications de fléchages de budgets possibles » ou « des mesures qui ne coûtent pas d'argent. »

Autrement dit : « Comment allez-vous ? Non, c'était juste pour savoir... » Merci à notre ministère d'avoir posé la question !

Alors rassurez-vous, même si cette remarque peut ressembler à une attaque personnelle, elle n'en est rien. Tout au plus cynique, elle n'a d'autre objectif que de réveiller les consciences sur l'état désastreux des conditions de travail et l'urgence d'agir avec les moyens qui sont ceux de chacun. Les nôtres étant les revendications dans les instances, les vôtres étant les demandes de moyens auprès du ministère : en effet, seule la répartition des budgets étant de votre ressort... Encore faut-il en avoir pour fonctionner. Reste à argumenter en s'appuyant sur les souffrances observées, à insister, ne pas renoncer et surtout ne pas se contenter de peu, encore moins de rien. Soyons exigeants. Soyons combattants. Soyons confiants.

Mais notre constat ne s'arrête pas là... La baisse des moyens se traduit également par les grosses difficultés de remplacement que ce soit dans le premier ou dans le second degré : en cause, notamment la baisse du nombre de postes statutaires ouverts au concours, loin d'être compensée par l'appel aux contractuels en cours d'année (avec toutes les conséquences en terme de déstabilisation des équipes, des établissements etc.). Pas sûr que l'annonce des 4000 suppressions de postes pour la rentrée 2025 soit tombée à l'eau avec le gouvernement... Quand on sait que la suppression de 232 postes au capes externe a été actée, ainsi qu'une diminution de 5% de postes au CRPE pour la rentrée 2025 !

Là encore, il n'est pas possible de se satisfaire d'un meilleur taux d'encadrement qui rendrait légitime une suppression de postes en raison de la baisse démographique !

Ce qu'on oublie d'analyser lorsque l'on défend ce soi-disant meilleur taux d'encadrement, c'est que le P/E qui augmente ne tient absolument pas compte des réalités du terrain : l'inclusion systématique, le manque de remplaçants avec l'usure du métier qui pousse les personnels à se mettre en arrêt, en temps partiel, la scolarisation des tous petits etc. rend les conditions de travail des enseignants insupportables à un point que la baisse insignifiante de leurs effectifs de classe ne peut améliorer leur ressenti face à ce « meilleur taux d'encadrement » imperceptible.

Pour continuer sur le ressenti des personnels, nous souhaitons par ailleurs revenir sur l'évaluation PPCR et l'accès aux promotions. La FNEC FP-FO, seule organisation syndicale à avoir voté contre, combat toujours ce protocole injuste et arbitraire, et demande une évolution de carrière exclusivement à l'AGS et équitable pour tous. Comment continuer à défendre des appréciations a priori fondées sur la valeur professionnelle... mais qui sont en fait couplées à des quotas d'appréciations contingentés pour l'accès aux promotions ! Et non, il ne s'agit pas de « bien expliquer les règles du jeu aux collègues ! ». Soyons sérieux... Les personnels sont las et démobilisés face à ce qu'ils considèrent comme du mépris administratif ouvertement assumé. En réalité, nous sommes tous confrontés, vous comme nous, aux limites budgétaires imposées par les gouvernements successifs.

En outre, si des leviers existaient pour soulager les personnels, comme par exemple leur permettre d'envisager une reconversion ou encore de pouvoir bénéficier de pauses réparatrices dans leur carrière... Mais non, la course aux ETP gérés à flux tendus vous amène à limiter drastiquement les temps partiels, les disponibilités, les mutations... mais aussi les départs en formation (avec la même enveloppe depuis 10 ans et une attente interminable de plusieurs années avant d'espérer en bénéficier), sans parler du compte personnel de formation avec un budget ridiculement bas : ramené au nombre de personnels, il représente environ 50 centimes par agent et par an !

Cette course aux ETP, avec les restrictions des droits qu'elle implique, c'est le chat qui se mord la queue : comme il y a moins de postes, on contraint les personnels à subir, or, puisqu'ils souffrent, ils sont amenés à partir... Et ça fait des trous dans la raquette... Alors on continue de serrer la vis, les personnels continuent de souffrir, les personnels continuent de s'enfuir, etc.

Si la FNEC FP-FO n'avait qu'une seule revendication, ce serait celle-ci : l'augmentation des postes, condition essentielle pour améliorer les conditions de travail des personnels, avec à la clé l'augmentation des possibilités de remplacement, de temps partiels, de disponibilités, de mutation, de l'accueil des élèves dans l'enseignement spécialisé avec des bénéficiaires pour tous ainsi que la baisse des effectifs de classe.

« Vous allez nous plomber tout le week-end ! » : rappelez-vous, c'est en ces termes et sur le ton de l'humour, que Monsieur le Secrétaire Général s'était exprimé suite à notre déclaration préalable, lors de la dernière formation spécialisée !

En effet, notre organisation syndicale arrive à saturation et l'énumération des difficultés rencontrées, qui ne cessent de s'accroître, peut être ressentie comme « plombante ». Cela nous rassure, notre message est passé ! Dans toutes les instances, alors que nous mettons en avant nos revendications budgétaires et salariales, hélas les réponses se suivent et se ressemblent, à l'instar de cette dernière : « Ce sont des remarques de politique nationale sur lesquelles je ne m'exprimerai pas... »

Alors oui, ce sont en effet des remarques de politique nationale... Pour autant, est-ce une raison pour se limiter à des revendications de bas étage, qui se restreindraient à des négociations sans ambition, actant le fait que nous n'aurons aucune augmentation de moyens alloués à l'amélioration des conditions de travail des personnels ? La FNEC FP-FO s'y refuse et continuera sans relâche de vous demander à vous, acteurs locaux, de soutenir et de porter nos demandes au niveau des sphères décisionnelles. Pour la FNEC FP-FO, il serait plus que souhaitable que vous dénonciez ces restrictions budgétaires, avec toutes les difficultés qui en découlent, dans notre académie, en terme de protection de la santé de vos personnels!

Sur ce, haut les coeurs, et joyeuses fêtes à tous!

Nous vous remercions pour votre écoute.

**Pour la FNEC FP-FO**  
**Cindy Garcia, Christophe Grimaux, Reynald Diranzo, Eric Mouchet.**